

L'annulation de la visite du Dalai Lama en Belgique

Le 18 février 2005

Question écrite à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht.

Le Gouvernement a avoué le 6 février dernier avoir joué un rôle dans l'annulation de la visite du Dalai Lama en Belgique. Le chef spirituel du bouddhisme tibétain devait se rendre dans notre pays en juin 2005. Or Sa Majesté le Roi Albert II doit, à la même époque, effectuer un voyage à Pékin dans le cadre d'une visite d'Etat. Politiciens et hommes d'affaires belges ne souhaitent guère déplaire à la dictature communiste chinoise, dont les armées et l'administration occupent le Tibet depuis plus d'un demi-siècle. Il est vrai que la Chine représente un marché de près d'un milliard quatre cents millions de consommateurs. De quoi faire rêver la FEB et les cénacles capitalistes... L'association Tibet-Info (www.tibet-info.org) constate crûment que «le gouvernement belge a baissé son pantalon pour des raisons bassement économiques».

Selon la RTBF, la diplomatie belge aurait exercé des pressions afin d'obtenir l'annulation du voyage de Sa Sainteté le Dalai Lama à Bruxelles. Ce voyage avait pourtant été préparé depuis cinq ans. Il a été remis sine die.

Un communiqué du Ministère des Affaires étrangères souligne que «la Belgique est un pays qui respecte les droits de l'homme et les libertés fondamentales». Faudra-t-il préciser, à l'avenir, que les «droits» et les «libertés» s'arrêtent là où commencent les intérêts du grand capital ? Ou aurons-nous le courage d'avouer que pour nous, Belges, les «droits de l'homme» ne jouent pas dans les pays qui n'ont ni pétrole ni intérêt géopolitique ?

Monsieur le Ministre, est-il exact que des pressions furent exercées afin d'annuler la visite du Dalai Lama en Belgique ? Et si oui, par qui ?